



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Le Ministre de la réforme de l'Etat
de la décentralisation et de la fonction publique*

Le Ministre des outre-mer

Le Secrétaire d'Etat au budget

Paris, le 28 AVR 2014

Monsieur le Sénateur,

Le pacte de responsabilité annoncé par le Président de la République le 14 janvier dernier doit permettre de réinscrire la France dans une dynamique vertueuse, alliant croissance économique et justice sociale et territoriale.

Cet objectif engage notamment l'Etat et les collectivités locales à participer à l'effort de redressement des finances de notre pays.

Cet effort important et nécessaire ne peut être accompli que dans le double souci d'une plus grande efficacité et d'une plus grande équité.

Il se traduira dans la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui sera interrogée dans son architecture globale, ses différentes composantes et ses modalités et critères de répartition. Il s'articulera par ailleurs avec les réflexions engagées sur la fiscalité locale.

C'est dans ce contexte que les spécificités des collectivités ultra-marines doivent être abordées.

Dans son rapport de 2011 sur la situation financière des communes des départements d'Outre-mer, la Cour des comptes soulignait la dégradation des comptes des communes, résultat de la forte hausse de leurs charges de fonctionnement et de la croissance plus modérée et plus instable de leurs ressources. Selon la Cour, les ressources reposent sur "des bases fragiles" car elles sont constituées pour plus du tiers du produit de l'octroi de mer et de la taxe sur les carburants (dont le produit diminue en temps de crise). De surcroît, ces recettes de fiscalité indirecte sont quasi intégralement consacrées au financement des dépenses de fonctionnement.

Ce diagnostic s'applique tout particulièrement aux communes de la Guyane : elles rencontrent des difficultés financières qui constituent un frein à leur équipement et à leur développement et qui ne leur permettent pas de répondre aux besoins de leurs administrés de manière satisfaisante.

.../...

Monsieur Georges PATIENT
Sénateur de la Guyane
Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
75291 PARIS Cedex 06

Dans un contexte de forte vitalité démographique, la question des capacités financières des collectivités ultra-marines, des communes et établissements publics de coopération intercommunale en particulier, doit donc être considérée.

Le Président de la République, dans son discours devant les élus de Guyane le 15 décembre 2013, a souhaité que vous engagiez une réflexion et formuliez des propositions sur les aménagements possibles de la fiscalité, à prélèvements obligatoires constants, ainsi que sur les dotations aux collectivités d'outre-mer.

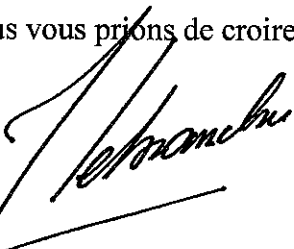
Sur le premier point, le Premier ministre ayant chargé le comité des finances locales de lui faire des propositions de modernisation de la fiscalité locale, nous vous demandons en conséquence de veiller à ce que vos travaux et propositions s'articulent bien avec ceux qui vont être engagés par le comité et qu'il en soit destinataire.

Sur le second point, la réforme de la DGF intervenue en 2004 a permis une évolution qui prend en compte la situation particulière des communes d'outre-mer. Vous en ferez le bilan en vérifiant si une réforme est nécessaire dans la perspective de baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales, et à laquelle les collectivités ultra-marines sont appelées à prendre leur part. Vous interrogerez notamment l'efficacité des critères de répartition actuelle. Vos travaux s'articuleront également avec ceux du comité des finances locales.


Concernant spécifiquement la Guyane, le Conseil général et le Conseil régional ont entrepris la préparation de la mise en place de la collectivité unique en 2015. Nous vous demandons d'en tenir compte dans votre réflexion et de vous appuyer, en tant que de besoin, sur les documents et rapport produits par l'AFD à la demande de ces deux collectivités.

Nous vous remercions de nous faire parvenir, ainsi qu'au comité des finances locales, vos propositions pour le 30 mai prochain.

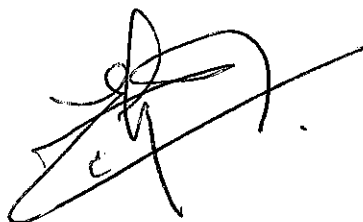
Nous vous prions de croire, Monsieur le Sénateur, à l'assurance de notre considération distinguée.



Marylise LEBRANCHU



George PAU-LANGEVIN



Christian ECKERT